



PETIT JOURNAL

POLLINIS

la voix de l'abeille

Depuis 2012, cette association défend, bec et ongles, la cause des abeilles. Elles en ont bien besoin : entre les parasites comme le varroa, les prédateurs comme le frelon asiatique et les redoutables pesticides neurotoxiques, l'abeille se fait quasiment exterminer. On appelle ça l'effondrement des colonies et ce n'est bon pour personne. Ni pour les abeilles, bien sûr, ni pour les végétaux qu'elles pollinisent, ni pour les humains qui sont, *in fine*, au sommet de la chaîne alimentaire.

Lorsqu'il a commencé ses premiers rendez-vous pour lancer son association, Nicolas Laarman a souvent essuyé des refus polis. Quelle idée : aller faire pression sur nos hommes politiques pour défendre les abeilles et les pollinisateurs ! Il faut dire que, dans le monde agricole, la défiance envers ceux qui nous dirigent est immense. Pas facile, non plus, de défendre un secteur quand on n'est pas du sérail, et, qui plus est, un citoyen ; cela a valu à Nicolas Laarman quelques embûches. Mais qu'importe, il s'est accroché à son idée. Et plus de quatre ans après, on peut dire qu'il a eu raison de persister.

La communauté Pollinis

Aujourd'hui, l'association Pollinis, emploie 9 personnes et fédère une communauté d'environ 1,2 million de personnes qui suivent et relaient ses campagnes d'information sur le net. Sur cette communauté, quelque 18 000 personnes soutiennent financièrement les projets de Pollinis et font vivre l'association.

Contrecarrer l'influence des lobbies

Un des piliers de l'action de cette équipe est donc le contre-lobbying citoyen. Pour cela, la méthode est



rodée : rassembler ou faire faire des études par des spécialistes, pour décrire la réalité d'un problème (toxicité d'un pesticide, effet délétère d'une loi, etc.), diffuser largement l'information auprès du grand public, d'une part, et des politiques d'autre part. Puis lancer des pétitions pour fédérer les citoyens et influencer les décisions et les votes en faveur d'une agriculture respectueuse du vivant.

Une directive contre le droit des citoyens à l'information

Le dernier combat en date s'oppose à la directive « Secret des affaires » qui touche également le monde

de l'agro-industrie et rendra plus difficile la dénonciation de malversations ou d'abus de pouvoirs, etc. L'association a lancé une pétition, rassemblant plus de 400 000 signatures, destinée au Conseil de L'Europe. Elle s'est même fendue d'un courrier au Président de la République française, mais aussi aux 28 chefs d'États et de gouvernements européens, leur demandant de ne pas entériner cette décision lors du vote intervenu le 25 mai (après la rédaction de cet article).

D'autres actions, auparavant, ont été menées en faveur de l'abandon des pesticides, notamment les fameux néonicotinoïdes, particuliè-



rement toxiques pour les abeilles, comme le Sulfoxaflor, ou d'autres molécules neurotoxiques.

Défendre notre abeille historique

L'autre actualité de l'association concerne l'abeille noire. C'est l'abeille historique de notre territoire hexagonal. Mais elle a été écrasée par les abeilles d'importation, au grand dam de Lionel Garnery, spécialiste de la génétique des abeilles au CNRS : « Cette abeille a été délaissée en apiculture car elle a la réputation d'être agressive. Ce qui est faux, car cette réputation date des premières importations d'abeilles italiennes dans les années 1930. En fait, la souche de l'abeille noire était douce au départ, mais ce sont les hybridations liées aux importations qui l'ont rendue agressive. Elle a donc été mise de côté. »

Cette pollinisatrice résistante est désormais en danger, raison pour laquelle Pollinis a participé à la création de la Fédération européenne des Conservatoires de l'Abeille

Noire. Cette instance permet, notamment, de trouver des solutions pour assurer la protection de cette abeille.

NICOLAS LAARMAN NOUS EN DIT PLUS SUR LES ACTIVITÉS DE POLLINIS



Quelle est, in fine, la préoccupation majeure de Pollinis ?

C'est l'agriculture. L'abeille est un excellent symbole des problèmes qui se posent à l'agriculture aujourd'hui. C'est un talon d'Achille pour l'agri-

culture industrielle qui éradique les pollinisateurs dont elle a pourtant un besoin vital. C'est aussi un talon d'Achille médiatique, car il y a une sorte d'attachement viscéral des gens à l'abeille qui évoque un lien très ancien et très fort à la nature. Les apiculteurs ont été les premiers à mesurer l'impact des insecticides néonicotinoïdes sur leurs abeilles dans les années 1990 et à tirer la sonnette d'alarme. Ils ont mené la fronde contre les tueurs d'abeilles, mobilisé la société civile et forcé les premières études d'impact de ces pesticides sur l'environnement. Les apiculteurs sont ainsi devenus gênants pour le système agro-industriel, accro aux pesticides. Depuis quelques années, les tenants de ce système poussent l'apiculture à entrer de plain-pied dans l'agro-industrie pour créer une filière d'élevage à part entière, comme il en existe pour les porcs et les poules.



À quoi ressemblerait cette nouvelle filière ?

Jusqu'à présent, l'apiculture était en grande partie exclue du système agro-industriel. Il y a environ 62 000 apiculteurs en France, et moins de 3000 apiculteurs professionnels. Pour le reste, il s'agit d'amateurs ou de semi-professionnels. Toute l'astuce de l'agro-industrie consiste, aujourd'hui, à faire croire que la véritable cause du déclin des colonies d'abeilles vient des apiculteurs eux-mêmes. Et notamment chez cette myriade de petits apiculteurs qui s'occuperaient mal de leurs abeilles, favorisant ainsi les maladies et les parasites qui se répandraient de rucher en rucher. Il faudrait donc renforcer drastiquement les normes sanitaires, exclure progressivement les petits apiculteurs, concentrer les exploitations, pour qu'il n'y ait plus, à terme, que de très gros producteurs, lourdement subventionnés, qui produiraient théoriquement en plus grande quantité.

Y a-t-il une nécessité de produire plus de miel ?

Les Français consomment beaucoup de miel et les apiculteurs produisent à peine 40 % de cette consommation. Tout le reste est importé de pays comme la Chine ou l'Argentine. Alors, pour produire plus en France, on part du principe qu'il faudrait industrialiser davantage le processus. Ce qu'il faut, c'est produire mieux pour apporter une réelle valeur ajoutée sur le marché. C'est une bonne chose de soutenir financièrement les apiculteurs qui ont d'énormes difficultés. Mais il faut que ça aille dans le bon sens. La France est un pays de terroirs qui pourrait redevenir très favorable à l'apiculture si elle prenait le virage de l'agro-écologie et formait des jeunes à des pratiques d'apiculture durable : une apiculture de territoire et respectueuse du cycle biologique des abeilles. On devrait aider les apiculteurs à produire du miel de qualité, bon pour la santé et l'environnement, plus facile à valoriser.

Il y a aussi le problème des races d'abeilles utilisées par les apiculteurs...

Au lieu d'utiliser l'abeille locale, la majorité d'entre eux travaillent avec des abeilles importées ou sélectionnées par hybridation, pour être le plus productif possible. Le système de production avec ses investissements a été calculé pour ces abeilles hybrides. Ce contexte rend difficile toute transition vers un système plus naturel.

L'apiculture industrielle obtiendrait des races plus productives mais moins autonomes ?

C'est ce que l'on aimerait éviter : que les abeilles deviennent des animaux d'élevage à part entière, comme des vaches qui ne pourraient pas survivre sans l'aide des hommes. On aurait alors perdu un maillon essentiel de la chaîne alimentaire. On n'en est, malheureusement, pas très loin. Des recherches sont en cours pour créer une super abeille, résistante au varroa, par exemple, ou aux pesticides, pour pouvoir continuer à utiliser des produits chimiques ! Là encore, c'est une réponse industrielle aux problèmes posés par l'agro-industrie.

C'est la raison pour laquelle vous défendez les abeilles noires. Pourquoi sont-elles intéressantes ?

Elles ont été abritées et protégées par les fermiers depuis plusieurs milliers d'années. Elles ont évolué en même temps que leur environnement. Elles sont plus résistantes, plus adaptables aux changements climatiques, et elles ont gardé une rusticité et une vitalité qui en font un atout précieux pour l'avenir. Pour les agriculteurs et les apiculteurs, autant que pour la nature...

Et elles sont en train de disparaître.

Quel a été votre rôle dans la création de la Fédération des Conservatoires de l'abeille noire ?

Depuis des années, ces conservatoires essayaient de se regrouper. Ils ressentaient de plus en plus le danger du croisement de leurs abeilles noires avec les abeilles importées. Ces conservatoires sont des espaces de protection, avec des ruchers fixes, mais les transhumances de ruchers d'exploitation menacent la « pureté » de leurs abeilles. Avec le spécialiste des abeilles noires, Lionel Garnery, nous avons aidé le mouvement et facilité la création de cette fédération. Il s'agit aussi de faire connaître le travail essentiel de ces conservatoires, de trouver les astuces juridiques qui permettent de les protéger. L'urgence pour l'abeille noire, c'est d'abord de protéger et d'étendre le travail de conservation et de promouvoir cette abeille chez les apiculteurs.

Enfin, vous soutenez le projet de la Vallée de l'abeille noire, dans les Cévennes...

Nous soutenons financièrement et moralement ce projet porté par l'association l'Arbre aux abeilles. Il s'agit de mettre au point un vrai modèle agronomique alternatif, avec des dimensions économiques, techniques et philosophiques que nous jugeons essentielles pour l'avenir. Nous travaillons déjà avec le CNRS sur la partie conservation de l'abeille noire, et avec des agronomes pour la partie cultures. Nous voudrions en dégager un modèle pour le systématiser et le diffuser. Ce modèle étant basé sur une agro-écologie respectueuse de l'environnement et des gens qui y travaillent.

*Propos recueillis
par Christophe GUYON*

Plus d'info
www.pollinis.org
143, avenue Parmentier
75010 Paris